

Vivre mieux

public

domaine public

J. A. 1000 Lausanne 1

Hebdomadaire romand
N° 723 22 mars 1984

Rédacteur responsable:
Laurent Bonnard

Le numéro: 1 franc
Abonnement
pour une année: 55 francs

Administration, rédaction:
1002 Lausanne, case 2612
1003 Lausanne, Saint-Pierre 1
Tél. 021/22 69 10
CCP 10-155 27

Imprimerie des Arts et Métiers SA

Ont collaboré à ce numéro:

Jean-Pierre Bossy
François Brutsch
Marcel Burri
Jean-Daniel Delley
Yvette Jaggi
Pierre Lehmann
Charles-F. Pochon
Victor Ruffy

Points de vue:
Jurg Barblan
Jeanlouis Cornuz
Gil Stauffer

20 ANS

723

En France, en Autriche, en République fédérale allemande, les syndicats revendentiquent l'abaissement à 35 heures de la durée hebdomadaire du travail. En Suisse, où la durée moyenne est encore relativement élevée, l'Union syndicale, par voie d'initiative populaire, vise plus modestement la semaine de 40 heures.

L'objectif général est d'abord l'amélioration du sort des travailleurs. Le postulat: travailler moins, c'est vivre mieux. L'abaissement du temps de travail doit aussi contribuer à résoudre le problème de l'emploi dont on a pris conscience maintenant qu'il n'est pas conjoncturel.

Réduire la durée du travail pour créer des emplois, mieux répartir entre tous un travail qui se fait plus rare, sont des revendications qui relèvent du bon sens. Les mécanismes économiques sont malheureusement plus complexes: une diminution du temps de travail ne crée pas une augmentation proportionnelle de l'emploi.

Mais revenons à l'objectif premier. Un objectif, faut-il le rappeler, aussi vieux que l'humanité. Le travail est, étymologiquement, torture, l'asservissement à la nécessité. Dans la tradition biblique, conséquence du péché originel. Il faut donc minimiser cette contrainte.

Implicitement, la revendication de travailler moins est donc une reconnaissance de cette fatalité. Certes, les organisations syndicales cherchent à améliorer les conditions de travail, elles l'ont toujours fait; mais en seconde ligne, pour éliminer les abus, les situations les plus visiblement criantes. La réduction du temps de travail reste prioritaire, comme si, sur le front du labeur, la bataille était par définition perdue.

Côté patronal, on constate une fixation égale, mais inverse, sur ce thème. Résistance constante et

acharnée contre toute réduction du temps de travail. L'argument est économique: travailler moins conduit à la catastrophe. Les faits, jusqu'à présent, ont démenti le pronostic.

Si dans le travail à la chaîne, où la machine dicte son rythme à l'homme, le temps détermine en grande partie la production, dans les autres types de travail — le tertiaire, l'artisanat par exemple — cette relation n'est plus vérifiée: dans les bureaux, sur les chantiers, quelle est la proportion de temps mort? Dix, vingt, trente pour cent? Dans combien d'entreprises, l'employé tue-t-il le temps, tout comme le soldat tire son temps de service?

Si l'argument économique est fallacieux, celui du pouvoir — jamais revendiqué — est peut-être plus consistant. La durée du travail, comme contrôle du temps des salariés, sans rapport direct avec la quantité de travail effectuée. Le travail, discipline de vie, temps contraint, et non pas temps de production.

Double approche de la durée du travail: minimalisation d'une part, comme exigence de libération, maximalisation d'autre part, mais dans un rapport flou avec les exigences économiques. Double approche qui laisse de côté la qualité, la nature du travail.

Proposition: et si les syndicats mettaient aussi l'accent, la priorité même sur la qualité de l'emploi, sur l'organisation du travail? Travailler moins pour vivre mieux, mais aussi travailler mieux pour vivre mieux. En termes de productivité, le gain serait certainement impressionnant. Seul le pouvoir patronal en souffrirait. Mais comme les patrons ne visent que la rentabilité économique, la chose devrait être possible.

Difficulté: l'exigence des 40 heures est facile à exprimer et à faire comprendre; elle doit stimuler l'unité d'action. Organiser le travail de manière à ce qu'il ait un sens, un contenu positif, implique des revendications multiples, adéquates aux branches d'activité et à chaque entreprise. Diversifiées, à l'image de la réalité du travail.

J. D.

Silicium nobiscum!

Les Californiens foncent.

Les Japonais suivent.

Même les Egyptiens et les Indiens s'achètent des usines — américaines. Et pas des petites: 500 kW-c par an de capacité de production¹. Production mondiale en 1983: de l'ordre de 8 MW-c.

La cellule photovoltaïque, c'est la petite bête qui grimpe, grimpe, grimpe.

Projets? Je lis, par exemple, que le Sacramento Municipal Utility District va installer, en dix étapes, une centrale photovoltaïque de 100 MW-c.

Bigre!

Certes, je n'aime guère cette production centralisée. Mais il y a de la cocasserie dans l'air: cette centrale électrosolaire sera (elle a même déjà commencé d'être) installée à côté de la centrale nucléaire de Rancho Seco...

Allons, allons... M. Desmeules, ne soyez pas tristes. Les chaudières nucléaires sont cuites. On parie un demi de blanc?

G. S.

¹ La capacité de production est estimée par la puissance maximale (crête) délivrable par l'ensemble des photopiles fabriquées. 500 kW-c correspondent grosso modo à la fabrication de 5000 mètres carrés — non compris les déchets — de photopiles en silicium cristallin.

TROUS

Les découvertes de la Cedra

La Cedra (coopérative nationale pour l'entreposage des déchets radioactifs), comme les Dalton, ne vit que pour creuser des trous et des galeries. Le but de cette activité: trouver des roches dans lesquelles on pourra enfermer pour l'éternité les

déchets radioactifs produits par l'énergie nucléaire. Jusqu'à aujourd'hui, la Cedra n'a pas trouvé de formations géologiques permettant un tel stockage. Mais ce travail n'aura pas été tout à fait inutile: la Cedra a en effet découvert... du charbon dans la région de Weiach (ZH).

Du charbon, et pas peu! Selon le «Tages Anzeiger» (21.2.1984), l'épaisseur totale est de 32 mètres, la veine la plus large atteignant 5,3 mètres. Aussi bien que dans la Ruhr. Et en plus, ce charbon serait de très bonne qualité. Il est vrai qu'il se trouve à une profondeur d'environ 1500 mètres. Mais l'exploitation est possible à ces niveaux-là; c'est déjà envisagé en Allemagne. On sait par ailleurs que des techniques existent, qui permettent de récupérer l'énergie du charbon sans avoir à l'amener à la surface.

Les Dalton de la Cedra n'ont décidément pas de chance. Prisonniers de l'échéance de fin 1985, fixée par le Conseil fédéral pour apporter la preuve qu'on peut stocker des déchets radioactifs en Suisse, ils creusent et tombent sur une mine de charbon, «concurrent» direct du nucléaire. Ce signe du destin devrait les faire réfléchir. Côté déchets, ils ne pourront de toute façon rien prouver jusqu'à la date fatidique du 31.12.1985. Côté charbon, ils tiennent un indice prometteur. Alors pourquoi ne pas prendre un nouveau départ?

GRÂCE AUX DALTON

A long terme, nous n'aurons à notre disposition que des ressources renouvelables dérivées de l'énergie solaire. A l'heure actuelle, elles sont peu utilisées et nous sommes en train de consommer à toute vitesse la réserve d'énergies non renouvelables, pétrole, gaz naturel, nucléaire, charbon. Ce dernier est de loin le plus répandu... et c'est lui que nous utilisons le moins! On avait bien sûr l'excuse qu'il n'y en avait pas chez nous. Mais la découverte des Dalton de la Cedra change tout cela. Alors profitons-en pour jeter les bases d'une politique énergétique réaliste:

— Mise au point d'une utilisation aussi efficace

que possible des énergies renouvelables de manière qu'elles puissent prendre progressivement la relève des énergies non renouvelables.

— Pour la période de transition, utilisation du charbon, en lieu et place du nucléaire (et du mazout, pour les grandes centrales de production d'électricité ou de chaleur). Cela devra se faire avec toutes les précautions nécessaires à la protection maximale de l'environnement (parfaitement possible). De toutes façons, ce sera beaucoup moins cher et moins risqué que le nucléaire. De plus, grâce à la Cedra, le charbon est devenu une richesse nationale qui nous rendra indépendants de l'étranger (avec le nucléaire, notre dépendance est totale).

P. L.

RFA

Une ruine coûteuse

La «Tribune d'Allemagne», qui n'est pas un organe des partis écologiques, publie en français des articles parus dans la grande presse de la république voisine. En décembre 1983, un journal de Hanovre faisait paraître la description de ce qui se passe dans une petite centrale nucléaire maintenant hors service et dont on envisage le tout prochain démantèlement. La description vaut son pesant de plutonium:

«Pour voir aujourd'hui ce qui se passe à l'intérieur de la centrale, il faut littéralement marcher à quatre pattes: toutes les entrées principales ont été murées. On passe devant la salle des machines, qui est vide et ressemble à une gigantesque ruine, pour arriver au premier sas qui est muni d'importants dispositifs de sécurité et qui est télécommandé. Une fois qu'on l'a traversé, on est invité à mesurer la dose d'irradiation avec des appareils spéciaux. Il faut revêtir une combinaison protectrice, mettre des gants, enfiler des chaussons protecteurs pour atteindre la zone chaude, la paroi externe du noyau du réacteur en passant par un sas étanche qui

mesure environ un mètre et demi de diamètre. Ça sent le renfermé. Il n'y a plus qu'un éclairage de secours, tous les dispositifs ont été démontés et on aperçoit les tuyaux ammoncelés dans un coin. On se heurte partout à des fûts jaunes et bleus qui contiennent les déchets atomiques, comme si on se trouvait dans une décharge publique.»

Il s'agit d'un tout petit réacteur, dix fois plus petit que celui de Gösgen, qui n'a fonctionné que dix-huit mois et n'a jamais dépassé le 40% de sa capacité. Son exploitation a donc été rapidement abandonnée: il faut dire que le sacrifice fut facile puisqu'il n'avait coûté que 230 millions de DM. Depuis sa mise en panne, voici vingt ans (1974) le seul entretien de cette ruine revient à 500 000 DM par an et le devis de la démolition se monte à 90 millions de DM. Reprenons la citation:

«Le stockage des matériaux pose encore des problèmes en Allemagne. La majorité des fûts contenant les déchets radioactifs de la centrale seront déposés dans l'ancienne mine de fer Konrad, située près de Salzgitter dans laquelle s'effectuera le

stockage définitif des matières faiblement ou moyennement radioactives. Mais la mine désaffectée pourra être utilisée au plus tôt en 1988. Pour l'instant, rien n'indique que le quatrième niveau, situé à 1200 mètres de profondeur, servira un jour de dépôt. On se contente actuellement de poursuivre les travaux de prospection et d'entretien. (...) La mine Konrad ne va renaître à la vie que lorsqu'on aura approuvé le projet en détail, ce qui est prévu pour 1986. Le Ministère bavarois de l'environnement ne donnera le feu vert pour la démolition du réacteur que lorsque le stockage provisoire et définitif des déchets radioactifs sera assuré. C'est donc à l'Etat fédéral qu'il appartient maintenant de faire le nécessaire car il s'est engagé à faire aménager un dépôt pour le stockage définitif des matières irradiées.»

Autres pays, mêmes problèmes. Sauf que, chez nous, ce qui fait défaut, c'est la mine Konrad! Qu'à cela ne tienne: on va vous la faire... Et, faute de descendre à 1200 m, on se contentera, comme à Ollon, d'une bonne centaine de mètres.

Tout ça pour une énergie dont on pourrait se passer...

par Pierre Lehmann (DP 721). Citons encore, pour la clarté de la leçon d'instruction civique:
La protection civile et l'épuration des eaux... Il était nécessaire de définir un choix des priorités. A première vue, l'épuration des eaux pouvait sembler plus opportune. Ne vaut-il pas mieux songer à préserver l'espace dans lequel nous vivons plutôt que d'imaginer la perspective de s'entasser à l'intérieur d'un abri de béton?

En étudiant, plus en détail, les méthodes qui nous sont actuellement imposées pour le traitement des eaux usées, il est aisé de prévoir qu'une commune rurale est placée, dans ce cas, devant un obstacle difficile à franchir. A croire qu'aujourd'hui le mot d'ordre est toujours: «Polluez puis triez.» Plus en détail et plus crûment, cela veut dire: «Concentrez toute la m... en un endroit bien déterminé et là, construisez une imposante et coûteuse machine qui remettra chaque chose à sa place.»

Ne devrait-on pas d'abord accepter l'idée que le traitement des eaux usées doit avoir lieu à la source? Ne faut-il pas que, au niveau cantonal, une étude, spécifique aux petites communes, soit entreprise sur le sujet? Ne faut-il pas également penser à ne pas déstabiliser complètement un équilibre financier qui est déjà de plus en plus difficile à maintenir? La conséquence de cette réflexion détermine le choix. En 1983 la commune de Fey a achevé la construction d'un abri de protection civile de 370 places. Est-ce une bonne réalisation? Paradoxalement nous ne pouvons que souhaiter qu'elle soit inutile. Il importait surtout de décharger les autorités d'une lourde responsabilité.

Et le syndic de terminer en soulignant les deux questions cruciales qui se posent aujourd'hui à la collectivité qu'il préside: l'amélioration de l'état sanitaire des eaux de source d'une part, celle des forêts d'autre part. Avec une «petite question» en conclusion: «Le poids d'un billet de 1000 francs est de 1,55 gramme. Avec un sapin de trois mètres cubes, il est donc possible de fabriquer 967 742 billets de 1000 francs... Où est la vraie valeur?»

VAUD

Fey, ses eaux, ses forêts

Fey, une commune vaudoise de 370 habitants (104 ménages), arrondissement d'Echallens. Présentation par le syndic Eric Laurent, dans un numéro de la «Feuille des avis officiels» du début de l'année. Portrait musclé et laissant peu de place à des précautions oratoires.

D'emblée, ce commentaire de la priorité à la zone agricole, consacrée dans le plan des zones, achevé en 1981:

Malgré la situation géographique de la commune de Fey, ce choix n'était pas évident au départ.

N'oublions pas que Fey est relié à la capitale par le train LEB (Lausanne-Echallens-Bercher, ou la brouette, si vous préférez) et que cette liaison permettait d'entrevoir un bel avenir pour un village Fey-Dortoir. Une paysannerie solide, non seulement par la valeur de ses structures, mais également par la qualité de l'ensemble de ses jugements, a permis d'éviter la solution de facilité: celle des profits à court terme. On ne peut qu'être reconnaissant à tous ceux qui ont compris que la terre donne chaque année du travail à celui qui la cultive, alors qu'elle devient stérile sitôt livrée aux mains des promoteurs.

Et plus loin, cette illustration redoutable des problèmes liés à l'épuration des eaux, dans la droite ligne des perspectives dessinées dans ces colonnes

Recharger les batteries

ONU: relative surprise au Conseil national, par la netteté du vote en faveur de l'entrée de la Suisse dans ce cénacle international. Encore faudra-t-il que le Conseil des Etats le suive dans cette voie pour que la première étape soit véritablement franchie (si les sénateurs disaient «non», quelle délicate «navette» en perspective entre les deux Chambres!). Mais ne nous y trompons pas: devant le peuple, il faudra, pour emporter l'adhésion, autre chose que l'échange d'arguments largement stéréotypés, désincarnés et usés depuis longtemps qui a prévalu entre les élus du peuple! Pour combattre les effets d'une surenchère des «non» frileux et mâtinés de xénophobie, il faudra que les partisans de l'ONU disent ce qu'ils ont dans le coffre.

BANQUES

Fais-moi peur!

Manifestement, une partie de la campagne contre l'initiative sur les banques vise à faire peur aux électeurs. Pas question de se gêner, puisque la méthode a si bien réussi dans le passé.

Après les «massives sorties de fonds et une hausse des taux d'intérêt» en cas d'acceptation de l'initiative, prophétisées par le «Bulletin» du Crédit Suisse (1-2/84), voici M. Bernard Krahenbuehl, secrétaire général de la Banque Cantonale Vaudoise, qui parle d'un exode de capitaux qui entraînerait une hausse des taux d'intérêt, et parallèlement un affaiblissement du marché boursier suisse» («Gazette de Lausanne» / «Journal de Genève» 6.3.84).

Les temps changent et les arguments menaçants subsistent! Déchaînement pour combattre le prélè-

vement sur les fortunes (DP 720), déchaînement aussi, plus tard, pour couler l'initiative de crise d'une grande gauche (335 000 signatures) en 1935. «Le Radical», de Neuchâtel (25.5.1935), repris par «L'Effort», estimait que l'initiative avait contribué à ébranler le franc et qu'il existait une relation évidente entre elle et l'assaut contre le franc suisse. L'article¹ en question ne recule devant aucune extrapolation: «... il tombe sous le sens que son adoption conduirait fatallement à la catastrophe monétaire».

Les affiches étaient aussi très claires. Deux extraits d'une affiche-texte du comité d'action des adver-

VITESSE

Le dernier carré des libertés individuelles

Limitation de la vitesse sur les routes: le Conseil fédéral, divisé, n'a pas osé faire le pas. On peut douter que la consultation annoncée lui apporte un soutien suffisant pour l'inciter à faire enfin usage de sa compétence. Un nouvel élément qui confirme la faiblesse de l'actuel gouvernement (DP 722, «Circuit fermé»).

A moins que Berne ne profite de ce répit pour développer une campagne d'information d'envergure, propre à convaincre les automobilistes de lever le pied (la Cedra, elle, a des millions pour préparer l'opinion à la justesse de ses choix!). Encore faudrait-il que toutes les autorités tirent à la même corde et que chefs de police et conseillers d'Etat cessent de vilipender en public des mesures qu'ils devront ensuite faire respecter.

Le débat aura pour le moins convaincu l'observateur qu'en Suisse, le dernier carré des libertés individuelles se circonscrit aux limites étroites de la circulation routière. On espère toujours voir monter aux barricades les fiers héros de la vitesse illimitée lorsque la dignité humaine est bafouée ailleurs

saires de l'initiative de crise: «L'initiative de banqueroute apporte un secours inespéré aux naufragés du franc... L'initiative de banqueroute est une tentative de bouleversement politique d'une telle importance qu'elle menace l'existence même du pays.»

Suffit-il vraiment de peindre le diable sur la muraille pour rendre vaine toute tentative de mieux aménager notre vie économique. Test, le dernier week-end de mai prochain.

¹ Cité dans «Partis politiques neuchâtelois et interventionnisme fédéral en matière économique (1874-1978)» de Jean-Jacques Schumacher (La Baconnière 1980).

qu'au volant. Leur résistance indignée n'en serait que plus crédible.

Le débat a aussi mis en lumière

a) la pérennité du sophisme comme mode de raisonnement: MM. Butty et de Chastonay, conseillers nationaux, demandant sans sourire le maintien des vitesses actuelles pour le motif que trop de milliards ont déjà été investis dans le réseau routier;

b) l'utilisation malhonnête du prestige scientifique: l'adjoint du directeur d'un institut de Saint-Gall déclarant dans la presse qu'il n'y a aucun rapport entre la mort des forêts et les gaz d'échappement, affirmation démentie ensuite par ses pairs;

c) le succès toujours garanti des mille et une exploitations de la technique du bouc émissaire: voir l'«argument» répété à l'infini que l'automobiliste, rendu responsable de tous les maux, paiera seul les pots cassés, alors que le Conseil fédéral a annoncé une série de mesures portant autant sur l'industrie et sur le chauffage que sur le trafic routier.

Un débat passionné donc, au sens des pulsions primaires, et non au sens de la passion d'aboutir à une solution, où les faiseurs d'opinion se sont habilement parés du sentiment populaire du moment

(démagogues classiques de la Grèce antique, faisant semblant de conduire la foule, mais en réalité la suivant). D'un journal tel que «Blick», on n'attend guère mieux; de certains hommes politiques romands, on peut espérer autre chose, au titre de la défense de la minorité de langue française.

BILAN (SOCIAL)

Migros: la nouvelle donne

Et de trois! La Migros vient à nouveau de publier un «bilan social», nettement plus substantiel que les deux éditions précédentes (1978, 1980). La formule semble désormais au point: à part le compte de la valeur ajoutée par la «communauté Migros» (2,45 milliards de francs en 1982, dont environ 70% aux chers collaborateurs, 20% aux collectivités, 3% aux créanciers, 3% à la société et 5% à l'entreprise elle-même), différents aspects de l'activité du groupe sont passés sous la loupe. Entre autres, cette fois, l'influence de la toujours plus puissante Migros, leader détaché des grands distributeurs suisses, sur la structure du commerce de détail.

Un document qui aurait fait du bruit dans le cadre de la campagne sur l'initiative contre le dépérissement du petit commerce, si celle-ci n'avait pas été discrètement retirée dans le creux du mois d'août dernier.

En substance: la Migros n'est pratiquement pour rien dans la fermeture d'innombrables magasins primeurs (moins 80% entre 1955 et 1975), de laiteries (-60%), d'épiceries (-59%), etc. Toute une série de facteurs plus généraux, socio-économiques, ont joué un rôle déterminant dans un processus de concentration qui se poursuit sans faiblir: l'urbanisation, la motorisation privée, le comportement des acheteurs, la croissance interne des grandes entreprises, entre autres.

Tout cela, on le sait depuis longtemps. Manquait la démonstration que la Migros a le mérite d'apporter

avec les résultats d'une enquête originale et représentative, faite auprès de 911 consommateurs et de 394 détaillants des régions d'Obwald, de Berne, du Valais et de Glaris (ce dernier canton, sans grandes surfaces, choisi comme région témoin). Partout, la diminution du nombre des magasins a suivi le même (fort) rythme jusqu'en 1975, pour ralentir depuis lors, voire se stabiliser (Valais). La grande majorité des consommateurs et plus encore des détaillants reconnaît que l'évolution enregistrée tient probablement à l'économie en général et à la région en particulier. La solution — avec les sacrifices qu'elle impose — n'est pas systématiquement demandée aux autres par les consommateurs, pourtant réputés peu enclins à céder sur les prix ou sur leur propre confort! En effet: 63% d'entre eux se disent prêts à payer 10% en plus dans les petites surfaces, 72% à faire un plus long déplacement pour leurs achats (dans les petits magasins) et 66% à se contenter d'un choix moins étendu...

Belles déclarations que tout cela? En partie, sans doute. Mais les gens de marketing seraient bien inspirés de ne pas s'y tromper: les comportements des consommateurs eux-mêmes évoluent, sans doute moins lentement que les mentalités des citoyens. En tout cas, les centres commerciaux situés à l'extérieur des villes semblent avoir vécu leurs plus belles années, en Suisse désormais comme aux Etats-Unis; leurs ventes tiennent le rythme de l'inflation, mais leur rendement au mètre carré ne suit pas partout la même courbe (forte baisse par exemple à Balexert en 1983, pour Genève). Et les nouvelles implantations se font en ville, le recensement sur les lieux d'achats traditionnels s'avérant payant. Ainsi les plus grandes unités Migros mises en exploitation l'an dernier à Zurich et Yverdon démarrent bien, tandis que les MMM installés depuis plusieurs années, souvent à la périphérie des agglomérations, ont enregistré un taux de croissance inférieur à la moyenne.

Autre signe de l'essoufflement des grandes surfaces: l'an dernier, avec un renchérissement très modéré, les ventes au détail de la Migros ont aug-

menté moins vite (+4,1%) que les surfaces de vente (+4,4%).

L'effet de saturation du marché joue pour toutes les marchandises, et même pour les prestations de service, sauf, bien entendu, dans le secteur médical où l'offre repousse sans cesse la demande au-delà de nouvelles limites.

PS. Pour assurer sa propre relance, quand la Migros se décidera-t-elle à diversifier encore ses activités et à faire son entrée sur un marché juteux auquel elle n'a pas, jusqu'ici, osé toucher: ni le tabac, ni l'alcool, mais la bagnole... Les paris sont ouverts.

OBJECTEURS

Après le «non»

Le refus de l'initiative «pour un authentique service civil» laisse les tribunaux militaires sur leur lancée punitive. Il est bien sûr encore temps d'aller assister aux audiences, pour contrôler «sur le terrain» que le «non» de février n'a rien résolu. Pour les deux prochains mois, les audiences des tribunaux de division 1, 2 et 10A sont fixées de la manière suivante (en règle générale, Hôtel de Ville, dès 08 h. 30): pour le mois de mars, le 27 à Aubonne (cours d'appel) et le 29 à Cully (dès 08 h. 15); pour avril, le 4 à Morges, le 5 à Cully, le 10 à Orbe, le 12 à Cully, Pully (Prieuré), Morges, Aigle et Genève (mairie du Grand-Lancy), le 19 à Pully (Prieuré), le 26 à Martigny et le 27 à Rolle (Château) et à Moudon (salle du Conseil communal). Rappelons que les offices de conseil aux objecteurs (Bâle, Bienné, Berne, Lausanne, Lucerne, Winterthour et Zurich) demandaient récemment, entre autres, «une égalisation des sanctions pour tous les objecteurs, sur la base de la pratique des tribunaux militaires d'appel et de cassation, soit 4 à 8 mois pour l'objection à l'école de recrues et 2 à 6 mois pour l'objection à un cours de répétition.

LETTRE (DE DÉMISSION) OUVERTE

Le TCS fait fausse route

Voici que les routiers suisses ont de la peine à digérer le verdict populaire au chapitre de la taxe poids lourds. Et qu'ils présentent au Conseil fédéral un catalogue de revendications, assorti de quelques menaces voilées de «bouchons» à la française. Une retombée, parmi d'autres, des scrutins cruciaux du 26 février dernier. Notre ami Iurg Barblan a tiré d'autres conclusions de la campagne qui a précédé le vote: voici sa lettre ouverte au TCS! Rappelons à ce sujet qu'il existe un antidote aux clubs d'automobilistes: l'Association suisse des transports, AST, qui édite régulièrement un «Journal» qui facilite les prises de contacts (adresse utile: 3360 Herzogenbuchsee).

Au comité directeur du Touring Club Suisse.

Monsieur le président et Messieurs,

Au moment de prendre congé du TCS, après bien-tôt cinquante ans de fidélité, je pense honnête de justifier ma démission.

Je me sens de plus en plus étranger dans un club qui s'accroche à des positions périmées au lieu d'ouvrir les yeux sur l'avenir. Je m'explique.

Il y a vingt-cinq ans, lorsque les automobilistes suisses décidèrent de financer eux-mêmes une grande part du programme d'autoroutes, ils étaient une minorité gouvernée par une majorité de non-automobilistes. Pour éviter que leur sacrifice ne soit détourné à d'autres fins, ils devaient exiger des garanties. Ils les ont obtenues sous la forme de l'affectation obligatoire à l'autoroute de 60% des droits de base sur l'essence et de la totalité de la surtaxe. Décision juste, qui fut respectée.

Aujourd'hui, la situation a complètement changé. De minoritaires, les automobilistes sont devenus une puissante majorité. Ils occupent tous les postes clés de l'économie et de l'administration. Ils détiennent l'écrasante majorité dans tous les conseils de la nation. Il est devenu impossible d'utiliser les finances publiques contrairement aux voeux des automobilistes. L'affectation obligatoire a perdu sa raison d'être. Pour les automobilistes que nous avons élus à la tête du pays, elle n'est plus qu'une gêne, une rigidité budgétaire. Seuls les professionnels de la route (transporteurs, génie civil, commerce de l'auto, etc.) ont intérêt à maintenir et à élargir les affectations obligatoires puisqu'elles leur garantissent du travail et des bénéfices pour l'éternité. On comprend qu'ils se battent pour ce privilège. Mais ce n'est pas notre affaire, c'est celle de leurs associations. Ils sont assez grands pour s'en occuper eux-mêmes.

* * *

Récemment, le TCS a fêté son millionième membre.

C'eut été l'occasion, pour Touring, d'affirmer qu'un si grand club n'est plus le défenseur d'une catégorie, mais de l'intérêt général. Que l'intérêt de ses membres se confond désormais avec l'intérêt du pays.

C'eut été l'occasion de dire aux automobilistes qu'étant devenus la majorité des citoyens, ils sont aussi la majorité des consommateurs et des contribuables, qu'ils ont donc la responsabilité principale de toutes les dépenses publiques, des écoles à la défense nationale, des routes aux transports publics. De leur rappeler, s'il reste encore des trous dans les caisses, que c'est d'abord à eux de les combler. Même les déficits des CFF.

C'eut été l'occasion de faire à l'Etat des propositions concrètes, par exemple le remplacement de taxes routières par des économies routières, ou la construction à nos frais d'un réseau de pistes cyclables, pour dédommager les cyclistes que nous chassons de nos routes.

Au lieu de quoi Touring s'amuse avec des histoires de vaches à lait. Le TCS refuse toute compensation financière entre rail et route et, oubliant l'intérêt du pays et celui de ses membres, se met au service exclusif des privilégiés de la route, fait de notre journal le porte-voix de leur propagande, et de nous leurs domestiques.

Comme il m'est impossible de cautionner une politique qui conduirait au démantèlement des chemins de fer et à notre asservissement aux transporteurs routiers, et que Touring me refuse la parole, il ne me reste qu'à me retirer.

Avec un petit pincement au cœur: pendant tant d'années j'ai été fier de mon club! Et avec un espoir quand même: que le TCS, retrouvant sa liberté, puisse regarder les réalités d'un peu plus haut.

Dans cet espoir je vous adresse, malgré tout, mes messages d'amitié.

Iurg Barblan

SOLIDARITÉ

Utiles et bénévoles

Genre d'activités offertes:

- *Transports bénévoles*: transporter avec sa voiture des personnes âgées ou handicapées pour des traitements médicaux (Lausanne et canton).
- *Visiteurs*: visites régulières à des personnes âgées ou isolées.
- *Accompagnement* pour des petites promenades à pied, pour des commissions.
- *Commissions* pour ceux qui ne peuvent plus sortir.
- *Dépannages divers*.
- *Appui scolaire* à l'Hôpital de l'enfance (Lausanne).
- *Permanence téléphonique*: en général, une fo-

par semaine recevoir et transmettre les appels des usagers des services bénévoles.

Une fiche parmi une vingtaine d'autres que vient de publier l'Association des services bénévoles vaudois (adresse utile: Beau-Séjour 28, 1003 Lausanne), coordonnant pour l'occasion les efforts de recrutement de plusieurs institutions de bénévoles ou collaborant régulièrement avec des bénévoles. Appel concret à la solidarité active, signe un peu incongru dans une époque où le repli sur soi est devenu si évident qu'il compte parmi les paramètres majeurs du climat social.

Et pourtant le bénévolat existe! Pas seulement, du reste, en liaison avec des institutions sociales, mais aussi dans les clubs sportifs, dans les sociétés et mouvements divers (à DP, par exemple!), les partis politiques; c'est peut-être de là que renaîtra une nouvelle forme de voisinage et de communication extra-commerciale.

Les promoteurs de cet appel évaluent à plus de 50 000 par année les services rendus gratuitement et enregistrés par les groupes organisés dans le canton de Vaud. Et ils précisent: «Il n'est pas question que le bénévolat soit un service gratuit que les institutions utiliseraient pour combler un manque de personnel. Les activités non rémunérées ne sauraient se substituer au travail salarié, sinon elles risqueraient de perdre leurs qualités premières — disponibilité, spontanéité, souplesse — et de favoriser l'accroissement du chômage. Par ailleurs, les services rendus ne doivent pas cacher le besoin d'équipement et de prestations que les institutions officielles auraient à prendre en charge.»

Participant à cette campagne: Association des repas chauds à domicile, Association des services bénévoles vaudois, Aumônerie protestante du Centre hospitalier universitaire vaudois, Caritas, Centre social protestant, Croix-Rouge suisse, La Main tendue, Pro Infirmis, Pro Juventute, Protection de la jeunesse, Terre des Hommes. A chaque type de travail offert correspond une fiche précise, avec les coordonnées indispensables.

DU TRAVAIL À FOISON POUR DES BÉNÉVOLES DANS LE CANTON DE VAUD

Genre de travail offert	Engagement		Travail en coll. avec des professionnels	Travail autonome	Formation	Remarques
	régulier	ponctuel				
Accompagnement pour achats	X	X		X		
Accomp. visant à favoriser le mieux-être des personnes	X		X			
Aide à l'enfance	X		X	X		
Animation	X		X	X	X	
Contacts avec des réfugiés	X	X	X	X		
Correspondant d'institution dans les régions	X			X	X	
Garde d'enfants handicapés	X	X	X		X	
Livraisons à domicile, Repas chauds	X			X		dans le Canton
Permanence téléphonique	X			X	X	selon places disponibles
Présence auprès des malades et mourants	X		X	X	X	
Séjours avec des handicapés		X	X			
Services dans les salles à manger	X		X			repas offert
Transports bénévoles	X	X		X		voiture nécessaire
Travail avec des enfants	X			X		
Travail dans les boutiques, vestiaires	X			X		selon places disponibles
Travail de bureau - encartage, expéditions	X	X	X	X		
Vente dans la rue, stands		X		X		
Visites, accueil, contact, écoute	X			X		

Autres temps, autres élèves

En classant de vieux papiers, je suis tombé sur une coupure tirée de la *Vie Protestante* d'octobre 1983, intitulée *Echecs à l'Université de Lausanne* — faisant état d'un rapport de la commission de gestion du Grand Conseil, selon lequel «(l)es échecs aux études à l'Université se chiffrent à 37%», ce qui entraînerait une perte pour la communauté vaudoise de 50 millions. Et de conclure: «Tout le problème de l'orientation est, à notre avis, à reconstruire d'une manière fondamentale. Il est temps de faire comprendre aux jeunes générations que, sans des solides intelligence et formation (*sic!* mais peut-être est-ce l'hebdomadaire, qui est responsable d'un tel charabia, et non la commission), une volonté de travail très sérieuse, les portes d'entrée de l'université ne sont qu'illusions, vu les complexités de la science actuelle! Un numerus clausus, absent à l'entrée, se fera automatiquement en cours d'études, mettant les personnes concernées très souvent dans une situation matérielle et morale tragique, vu la difficulté de complètement se recycler à cet âge!»

Curieux phénomène! Sur le moment, on incrimine presque invariablement le niveau des élèves, leur absence de formation, leur manque d'ardeur au travail — remarquez: au «secondaire», il en va de même, et si, dans mes moments d'extrême lucidité, il m'arrive de penser que je suis radicalement incapable d'enseigner quoi que ce soit à qui que ce soit (du moins, je crois pouvoir me rendre ce témoignage: je n'en ai dégoûté de la littérature qu'un assez petit nombre), le plus souvent, je me lamente sur leur apathie, sur leur ignorance crasse et leur inculture à tous égards, sur leur inaptitude à s'exprimer, tant par écrit qu'oralement.

Et puis, avec le recul, on se persuade que les méthodes employées étaient déplorables; que certains enseignants étaient médiocres, voire insuffisants (c'est le jugement porté sur Mallarmé par son

inspecteur d'Académie); que c'est miracle, vraiment, si l'on est parvenu au terme de ses études sains et saufs, en dépit d'horaires surchargés, de programmes aberrants, d'exigences exorbitantes et de maîtres parfois débiles...

Consultez vos souvenirs; écoutez vos amis, parents et connaissances parler de leurs rejetons et des traitements qu'ils subissent à longueur d'année! En même temps, les vieux maîtres et les vieux professeurs songent avec nostalgie aux volées qu'ils eurent en début de carrière, tellement supérieures, formées d'adolescents et d'adolescentes vraiment doués — ces mêmes adolescents et adolescentes que trente ans plus tôt ils avaient tendance à classer dans le rebut de la colère de Dieu... Comme le temps passe!

J. C.

PS. Quelques lignes tombées par erreur dans mon article du 8 mars, *Le temps comme il va*, en rendaient la fin inintelligible. J'y faisais allusion à un article paru dans un journal savoyard, du genre de ceux que rapportent Charles-Henri Favrod, dans la «TLM», du genre, si l'on veut, «La réalité dépasse la fiction», qui titrait en caractères gras: *Les diabétiques haut-savoyards ne manquent pas de punch!* Et j'enchaînais malicieusement: «... au contraire des diabétiques haut-savoyards, l'ayatollah manque de punch: il n'envoie (à la boucherie) que les garçons.»

EN BREF

«Quelles sont ces nations que la propagande mensongère accable depuis des années au point que les braves gens n'osent plus dire autre chose que les accusations mille fois répétées par les propagandistes, ses alliés, ses sous-marins et les sots qui les suivent? C'est le Chili, qui tient tête à la subversion courageusement, malgré un haut clergé gagné aux idées de gauche; le Brésil, qui a interdit le parti de Moscou; l'Union sud-africaine, qui tient ferme l'Afrique austral, vitale pour l'Europe; ce sont les Philippines qui, après le Vietnam, conviendraient si bien à la stratégie soviétique... Hélas! Hélas!

Hélas! Nous avons fermé Novosti, mais la désinformation subsiste.» Le «Nouvelliste» n'avait pas assez de mots, en première page et sous la signature R. B. (13.3.1984), pour vilipender un communiqué publié par l'Action de Carême, intitulé «Le prix de l'argent» et qui avait la teneur suivante: «Mobile comme l'eau, l'argent accumule le pouvoir de décision et de contrôle, bien loin et à l'abri de toute législation qui s'époumonne à créer un peu de justice. Argent sans frontières et sans noms qui produit, au Brésil, au Chili, en Afrique du Sud, aux Philippines, tortures, assassinats, chômage, sous-alimentation. Mais les affaires sont les affaires! L'amour de Dieu et du prochain, c'est pour le dimanche. Cette duplicité te révolte-t-elle?» Un communiqué publié par le même «Nouvelliste» un jour auparavant. A sous-marin, sous-marin et demi.

* * *

Des chœurs mixtes qui résistent fort bien et des chœurs d'hommes qui ont de la difficulté à maintenir leurs effectifs: le constat peine le président de la Société cantonale des chanteurs neuchâtelois, qui n'a pas manqué de le faire savoir aux dernières assises de cette association (début mars au Locle). A l'origine de ce déséquilibre, «le manque de renouvellement de la littérature chorale et le manque de motivation patriotique qui est le ferment de tout chœur d'hommes» («Impartial», 12.3.1984), mais aussi «l'émancipation de la femme» qui renforce les chœurs mixtes. Tout fout le camp.

* * *

Des nouvelles de la «centrale nucléaire romande», jusqu'à plus ample informé, prévue sur le site de Verbois, à condition que la population genevoise le veuille bien? Rien de particulier à signaler! L'Energie de l'Ouest-Suisse SA, maître de l'œuvre, donne tous les détails nécessaires sur l'avancement des travaux dans son dernier rapport annuel (exercice 1982-1983). Citons «in extenso», pour l'édition de nos lecteurs: «Comme ces dernières années, l'activité a essentiellement eu pour but de maintenir et de consolider le niveau technique du projet.» Des questions?